



B.P 241-98822 Pwêêdi-Wiimîâ
Tél: 315-003
Mèl: accueil@pwarawaro.nc
RIDET: 486167-001

A Pwêêdi-Wiimîâ, le 17 Mai 2024

COMMUNIQUÉ

Depuis le 13 mai, notre Pays traverse des heures sombres, qui pour les plus anciens d'entre nous, nous a replongé dans celles d'il y a quarante ans. Avec son cortège de destructions, de pénuries, d'angoisses, de morts... Nous nous associons à la peine des familles endeuillées.

L'entêtement d'un gouvernement sans mémoire et sans parole à vouloir faire passer en force une réforme qui contrevient aux accords politiques si difficilement et chèrement obtenus à l'époque, reléguant l'indispensable dialogue au rang des accessoires, en est la cause première. Ce n'est pas la seule. Au-delà des jeux de postures locaux qui ont pu eux aussi détériorer le climat politique et raviver les tensions, il faut quand même faire ce constat criant : les émeutes sont des émeutes Nouméennes. À l'inverse de ce qui s'était produit dans les années 80, où c'était principalement l'intérieur et les Iles qui étaient en proie aux troubles et que la capitale n'avait été touchée que dans une moindre mesure, cette fois c'est exclusivement là (et les communes d'outre-mer limitrophes) que les émeutes se sont produites.

C'est dans cette zone que se concentrent toutes les contradictions de la société calédonienne, jusqu'à la caricature : écarts de revenus indécents, grande voire extrême pauvreté juxtaposée à l'étalage de richesses insolentes, temples de la consommation aguicheurs mais inaccessibles pour une partie croissante de la population, en particulier une jeunesse déboussolée, déracinée, avide de participer à ce manège de la consommation sans pouvoir y monter... Et sans que le système éducatif n'ait su remplir pour eux sa promesse d'émancipation. Il y a là certainement aussi une faillite collective. Frustration, stigmatisation, désespoir ont saisi l'occasion des mobilisations pour s'exprimer, et nous renvoyer en pleine face l'ampleur de cette faillite.

Le temps immédiat est celui du dialogue, qu'il faudra impérativement renouer. Avec intelligence, c'est-à-dire humilité, et en s'abstenant surtout de communications hasardeuses, d'autant plus si elles viennent du sommet de l'État et de ses représentants locaux.

Le temps qui suit sera celui de la reconstruction, pas seulement des innombrables biens qui ont été détruits, mais aussi (et peut-être surtout) de la confiance, ciment indispensable du lien social. Confiance entre les acteurs politiques, confiance entre citoyens, confiance en un projet social qu'il va falloir penser intégrateur et fondé sur la justice et le partage. Cette reconstruction-là sera sans doute la plus ardue. Les CEMEA Pwäkä Wäro devront y jouer tout leur rôle, utilisant pour cela la plus fragile, la plus belle, la plus exigeante et la plus efficace des armes : l'ÉDUCATION.

En situation d'État d'Urgence, nous sommes contraints par les mesures de restriction des libertés publiques : se réunir, circuler, notamment. Nos salariées sont chez elles, en sécurité, dans des zones non concernées par les violences. Nos calendriers d'activité et institutionnels sont suspendus à la levée des interdictions. Nous n'avons pas à ce jour connaissance de militants qui seraient en danger, et espérons vivement que cela sera toujours le cas. Le bureau fera régulièrement un point sur l'évolution de la situation, et les mesures d'adaptation à prendre.

Le Bureau des CEMEA PWÄRÄ-WÄRO